

---

# République serbe de Bosnie : conséquences judiciaires et politiques de l'affaire Dragi?evi?

## Description

Le 18 mars 2018, le cadavre du jeune David Dragi?evi? était découvert dans la Crkvena, la rivière qui traverse Banja Luka (République serbe de Bosnie). L'enquête diligentée par les services de police concluait à un décès accidentel, au grand dam des parents qui soutenaient à l'inverse que leur fils avait été assassiné. L'affaire, rapidement médiatisée, avait alors suscité beaucoup d'émoi au sein de la population bosno-serbe, entraînant l'organisation de nombreux rassemblements commémoratifs.

C'est dans ce contexte qu'a été fondé le collectif « Justice pour David », demandant aux autorités la transparence sur cette affaire que, de toute évidence, elles souhaitaient enterrer. Le 30 décembre 2018, une marche de protestation organisée dans les rues de la métropole bosno-serbe a été émaillée de violents affrontements entre manifestants et forces de l'ordre. Cette situation tendue a poussé les autorités à interdire tout rassemblement de « Justice pour David » jusqu'au 2 janvier suivant. Une enquête a été diligentée, qui a permis d'identifier des responsables présumés de ces violences.

C'est dans ce cadre que des poursuites judiciaires viennent d'être engagées non seulement contre Davor, le père de David Dragi?evi?, mais aussi à l'encontre de 19 autres résidents de Banja Luka. Outre les classiques amendes, une peine de 60 jours de prison pourrait être prononcée envers ces militants (articles 7, 24 et 31 de la loi sur l'ordre et la paix publique de la République serbe de Bosnie). Il leur est reproché d'avoir appelé à la violence afin d'obtenir des modifications de la Constitution en vue de préserver la séparation des pouvoirs.

En réaction à ces poursuites et ne voyant pas d'avancée dans l'enquête sur la mort du jeune Dragi?evi?, le collectif « Justice pour David » vient de se structurer en une entité baptisée « mouvement pour la justice ». L'organisation, qui évolue dans l'opposition, s'est dotée d'un président élu, Ozren Perduv, et de trois vice-présidents. Elle tient à se démarquer des autres partis politiques « *qui ne regardent que leur intérêt* ». O. Perduv a déjà fait savoir qu'elle serait le défenseur de « l'égalité de tous les citoyens devant la loi » et du droit à la liberté d'opinion.

**Sources** : *Srpska Info, N1, Slobodna Bosna, Al Jazeera Balkans*

**date créée**

15/12/2019

**Champs de Méta**

**Auteur-article** : Stéphan Altasserre